

Presse sous pression au Maroc

Dégringolade dans le classement international, recherche de consensus mou au Parlement, la presse marocaine semble faire des adieux discrets à son plus beau printemps.

Driss Ksikes

Ceci est la première fois, depuis plus d'une décennie, que le Maroc est classé à l'international comme « pays non libre », en matière de liberté de la presse (dernier classement de Freedom House pour 2009. L'année précédente, le Maroc était dans la catégorie « Pays partiellement libres »). Le catalogue des indicateurs à la baisse est long : emprisonnement d'un directeur de journal, Driss Chahtane (*Al Michael*), pour une affaire fausement liée au sérail ; arrestation abusive et incarcération de trois blogueurs pour dénonciation civique de corruptions ordinaires ; suspension administrative, sans respect des procédures, d'un quotidien, *Akhbar Al Yaoum* ; retrait sans préavis ni décision judiciaire d'un numéro de *Tel Quel*, publiant un sondage (pourtant) positif sur la royauté. Les épisodes se suivent et ne se ressemblent pas, mais la pression va crescendo, et le résultat est patent : au bout de 10 années de dissuasions judiciaires, orientées politiquement et donnant lieu à des peines disproportionnées par rapport aux délits jugés, la presse marocaine a vu son système immunitaire se dégrader. Elle est devenue un corps malade qui résiste à peine pour ne pas afficher grise mine.

Evidemment, le Maroc n'est pas un Etat policier, frontalement et vulgairement censeur. Loin de là. Le rétrécissement du périmètre des libertés, quoique orchestré par le haut, s'est fait avec l'assentiment tacite, ou du moins la non-résistance véhémente, de la plupart des acteurs, réunis dans la fédération des patrons et éditeurs de journaux, comme il a été favorisée par la précarité organisationnelle et professionnelle de la plupart des entreprises de presse dites « indépendantes » et ayant pignon sur rue. Par delà les défaillances du secteur, ce déclin, visiblement inévitable, a été rendu possible par la faiblesse de l'enjeu : lectorat limité (moyenne de 400 000 par jour, tous supports confondus) et faible mobilisation de lecteurs-citoyens pour défendre le droit à une presse libre et de qualité, comme ils défendraient le droit à une vie digne. Cette indifférence est d'ailleurs dramatisée par un faible volontarisme, perceptible à tous les niveaux (les parents n'exigent pas une meilleure école publique, les électeurs n'exigent pas un meilleur rendement des partis et les supposés citoyens ne

manifestent pas de volonté pour sortir de l'assujettissement volontaire dans lequel ils se complaisent et parfois trouvent leur compte).

Côté média, ce recul patent des libertés a surtout été facilité par la confrontation, inéquitable et intenable, entre presse et pouvoir, par l'arsenal juridique en place, liberticide et en décalage avec une pratique « libre », et par l'intervention passive des partis politiques, plus soucieux de ramener la profession au niveau indigent de leur presse partisane, que d'élever le niveau d'exigence des libertés publiques.

L'essoufflement de la presse face à cette conjonction de facteurs démobilisateurs a préparé le terrain à une nouvelle ère moins glorieuse, dont le maître mot est : la pression économique centralisée. Le processus a été progressif. Il y a eu une phase de tâtonnement, où « les annonceurs favorisent les titres complaisants et font de la rétention de publicité pour les titres mal vus », comme l'a dénoncé le président du syndicat de la presse marocaine, Younès Moujahid.

Parallèlement, et sous l'impulsion des ministères de la Communication et de l'Intérieur, les imprimeurs et diffuseurs se sont transformés en rédacteurs en chefs bis, rejetant une couverture politiquement incorrecte, ou s'enquérant auprès de décideurs politiques de l'opportunité de mettre sur le marché tel titre ou tel autre. Le code de la presse les érigeant en « co-responsables » du contenu publié, ils se sont engouffrés (de leur propre grè ?) dans la brèche pour contre-balancer la supposée « insouciance » de quelques directeurs de journaux, catalogués jeunes et impertinents.

Puis, troisième phase, plus frontale, il y a eu branle-bas de combat, pour refaçonner économiquement le secteur dans sa globalité. Il en a résulté concrètement, et concomitamment avec la mise à mort du *Journal hebdomadaire* (titre-symbole du printemps en berne), le rachat mystérieux de la principale société de distribution, Sapress, par l'entourage royal, la création de trois titres nouveaux, *Actuel*, *Le Temps* et *Les échos*, avec des tours de table peu transparents et des agendas éditoriaux occultes. Plusieurs rumeurs circulent sur les sup-



Kiosque de presse à Rabat. / ABDELHAK SENNA/AFP/GETTY IMAGES

posés marionnettistes qui tirent les ficelles et les pantins mis en avant, mais aucune information fiable ne permet de confirmer l'identité réelle des décideurs et de leurs intérêts derrière cette irruption de titres politiquement corrects et bien dans les canons du minima professionnel requis. Dans la même veine, survient le rachat du quotidien *Le Soir Echos*, venu en prolongement de la pression judiciaire faite au groupe détenteur du titre, éditeur du titre populiste portant le nom d'*Al Massae* (*Le Soir*) et en compensation de son allégeance à peine feinte et son acceptation de s'arrêter à la lisière des lignes rouges tracées par le Makhzen.

Là aussi, il ne s'agit pas de faire une surinterprétation des faits mais en regardant l'effet que crée ce chambardement, il s'avère qu'il y a, comme dans le domaine des partis politiques et des affaires, une volonté de restructuration par le haut. Cela crée, dans l'ensemble, une plus grande peopolisation et mise en avant du fait divers dans la presse. Laquelle renforce, d'un côté, le vernis libéral que donne le secteur de l'édition au pays et favorise la tendance, parfois démagogique, de proximité érigée en « religion ».

La reprise en main du secteur par la technocratie (tendance assez généralisée dans les pays même démocratiques) augure, par ailleurs, d'un retour en force de l'économique comme sujet-moteur. L'option n'a rien de fâcheux en soi, elle est même nécessaire dans une phase de lancement de chantiers structurants et de libéralisation accrue. Sauf que la plupart des supports de presse a une propension à relayer la communication offerte par les opérateurs, publics et privés, sans trop l'interroger ou

en examiner les failles. Signe particulier, commun à tous ces titres : l'absence d'un réel effort d'investigation qui donnerait au lecteur-citoyen accès à une information crédible, impartiale, susceptible de créer un débat public et de favoriser des choix politiques.

Autant dire, cette profusion de titres vient capter un marché publicitaire potentiel, friand de presse inoffensive. Ce qu'un proche des hommes d'affaires gravitant autour du sérail confirme par cette formule lapidaire : « pour les nouveaux *Golden boys*, la presse est un secteur à investir pour faire des affaires. Ils font tout pour rendre cet investissement sans risques (politiques, s'entend) ». Traduisez : ils contribuent à rendre la presse sans enjeu réel pour la société, une nouvelle source de consommation, rien de plus. Cette volonté, implicite mais facilement décodable, est renforcée par un troisième point : la mort de la politique, comme lieu de compétition possible entre plusieurs projets de société, avec ce que cela suppose comme personnalisation excessive, délitement de sens et prépondérance de sujets polis ou polissés, symptômes d'un retour, de plus en plus reconnu par les praticiens, de l'auto-censure.

En gros, les journalistes assurent le spectacle. *The show must go on !* Il en résulte, en creux, un recul considérable de l'enquête et du reportage comme uniques moyens pouvant permettre de creuser par delà l'écorce apparente des faits. Comme il en découle une dépendance accrue des entreprises de presse par rapport à l'offre des annonceurs, pour la simple raison que la palette de titres augmente mais l'assiette d'acheteurs stagne.

Tout cela intervient dans un contexte complexe, où le Maroc table sur son image pour renforcer l'investissement étranger (la presse est engloutie par l'événementiel et l'offre de communication), met la pédale douce sur les libertés individuelles et fait de la surenchère sur le patriotisme politique et religieux (ce qui renforce davantage les lignes rouges). Au passage, il lance un débat-alibi dans le Parlement sur Médias et Société. Une manière, je crains fort, d'inaugurer une ère de consensus mou, qui ouvrirait la porte à tous les compromis. D'autant que, sous prétexte de déontologie (il est indéniable que certains journalistes marocains pêchent par manque à l'éthique), plusieurs acquis peuvent être revus à la baisse. La déontologie, surexploitée, peut devenir une arme de prévention massive. Gare aux dégâts et aux limitations qui peuvent être entérinées, cette fois-ci, au nom de la loi et du consensus national.

Ne l'oublions pas, la liberté n'a pas besoin de l'assentiment de la plupart mais de la conviction de quelques uns, capables de tirer le taureau par les cornes. Parce qu'il ne faut surtout pas s'attendre à ce que le taureau, surtout s'il est malade et mal en point, avance instinctivement dans la bonne direction. ■